

# Les JUIFS, les ISRAÉLIENS et le PSYCHISME de la personne maltraitée

## Kenneth Levin

Kenneth Levin est psychiatre et historien. Il écrit souvent des articles sur le Moyen-Orient et a publié *The Oslo Syndrome. Delusions of a people under siege*, Smith and Kraus global, 2005.

**O**bjets de persécution pendant des siècles, les Juifs ont inévitablement développé et présenté dans leur vie collective les séquelles psychologiques de l'opprimé chronique. Diverses variétés de cette condition propre aux Juifs ont été décrites dans le détail. Généralement ignorée, cependant, il existe une réaction psychologique aux mauvais traitements spécifique à l'histoire de la communauté juive, non seulement en diaspora mais aussi en Israël, chez des Juifs vivant dans des conditions sociales et politiques très diverses.

Cette réaction est généralement observée et étudiée chez l'enfant soumis très tôt à de mauvais traitements et à d'autres traumatismes. Il s'agit d'une tendance à l'auto-accusation pour la survenue de leurs malheurs : autrement dit, ces enfants, pour expliquer leur traumatisme, recourent continuellement à l'explication suivante : si de mauvaises choses leur sont arrivées c'est parce qu'ils ont été « méchants ».

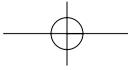
Les psychiatres et d'autres professionnels ont souvent interprété cette prédilection comme reflétant la naïveté des enfants. Les parents maltraitants (indignes) ou négligents transmettent habituellement à leurs enfants le message suivant : ce qu'on vous a fait n'est qu'une réponse à votre conduite provocante ;

et les enfants, dans leur innocence, prennent ces messages au pied de la lettre. D'autres observateurs ont insisté sur le rôle du narcissisme enfantin : les enfants ont tendance à se considérer comme le centre de leur monde et à s'attribuer des pouvoirs extraordinaires, ce qui les prédispose à vouloir assumer la responsabilité de ce qu'il leur arrive, bon ou mauvais.

Mais si l'on préfère une explication psychologique plus profonde, il faut envisager la situation existentielle des enfants maltraités. N'ayant pratiquement aucune possibilité d'échapper à leur environnement extrêmement pénible, ces enfants n'ont alors que deux choix à leur disposition. Ils peuvent se considérer comme les victimes de circonstances échappant totalement à leur contrôle et supporter ce sentiment d'impuissance dont ils prennent conscience. Ou bien, ils peuvent attribuer les mauvais traitements à leur mauvaise conduite, en assumer la responsabilité et endurer « la culpabilité » engendrée par cette interprétation, mais, de ce fait, créer alors et entretenir une illusion de contrôle, c'est-à-dire, un espoir qu'en se corrigeant, en devenant « bons » ils pourront entraîner l'arrêt de l'agression et normaliser leurs vies. Alors que la première perspective est la plus juste, la seconde offre l'irrésistible attrait pour l'enfant de pouvoir échapper à son désespoir. C'est ce facteur qui sous tend la prédisposition qu'ont ces enfants à prendre les accusations de leurs parents au pied de la lettre et qui entretient leur sentiment de grandeur, leur profonde croyance, irréaliste, en leurs propres pouvoirs de changer leur situation.

On retrouve habituellement chez les personnes ayant subi de mauvais traitements la même tendance à se sentir responsable de leurs propres malheurs et à se raccrocher à l'idée irréaliste qu'en se corrigeant elles vont redresser une situation pénible ; et ceci, on le voit principalement chez les Juifs. Ce qui revient à dire que parmi les diverses réponses des Juifs au fanatisme et à l'oppression subis pendant des siècles, que ce soit sur le plan individuel ou communautaire, il y en a une qui revient constamment, c'est celle de prendre à cœur les accusations des persécuteurs et d'imaginer que c'est en se corrigeant (en se transformant intérieurement) qu'on trouvera sa planche de salut.

On pourrait discerner, dans cette tendance à assumer une responsabilité collective face aux traumatismes subis par la communauté, l'influence de la tradition religieuse juive. La tradition biblique puis rabbinique conçoit en effet l'histoire juive comme une mise en scène de la relation entre Dieu et le peuple, les grands malheurs et les exils étant perçus comme la conséquence des transgressions du peuple, alors que l'attachement à l'Alliance entraîne prospérité et épanouissement en Terre Promise. Mais, en réalité, une telle interprétation des catastrophes de la communauté est loin d'être une caractéristique exclusive des Juifs ; en effet, avec d'autres croyances religieuses ou d'autres cultures,



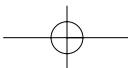
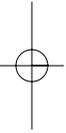
peut-être moins centrées sur leur histoire pour parler de la relation entre le divin et le collectif, les sociétés ont, aussi, en général, interprété les désastres comme la conséquence de transgressions religieuses et d'une punition divine.

Cette tendance, qu'on retrouve dans certains groupes de la population juive, à accorder un intérêt particulier, comme l'enfant maltraité, aux accusations des persécuteurs et à s'attribuer le pouvoir de changer radicalement les comportements de leurs agresseurs en se corrigeant est à maints égards une violation de leur tradition religieuse ; elle déplace, en effet, l'essence de la rédemption, de la relation avec Dieu à la relation avec les persécuteurs. Une telle tendance découle avant tout de la longue histoire d'oppressions, de massacres et de bouleversements traversée par les Juifs.

### L'expérience historique

Le poids de cette prédilection dans la vie psychologique du Juif est évidemment très variable et apparaît déterminé par de nombreux facteurs incluant les expériences de chacun vécues en famille et en société ainsi que la façon dont celles-ci renforcent cette manière d'être ou s'y opposent. Mais au fil des siècles, cette tendance des Juifs à se blâmer pour les traumatismes subis collectivement ou à intérioriser les accusations anti-juives des sociétés environnantes, a été, assez souvent, assez forte pour influencer de façon significative l'histoire politique et sociale des communautés juives. En effet, la force de cette tendance a été telle qu'elle n'a pas seulement laissé son empreinte sur les Juifs de la diaspora mais également sur ceux qui vivent en Israël où elle s'est avérée être un facteur social et politique important, bien que les Israéliens ne constituaient plus une minorité ou ne subissaient plus les avatars de milliers d'années de vie en exil.

Il est évidemment difficile de préciser jusqu'à quel point on peut attribuer cette adhésion des Juifs aux accusations lancées contre eux, à ce mécanisme qui consiste à créer et à entretenir le sentiment de contrôler une situation douloureuse sur laquelle ils n'ont pas, en réalité, de véritable contrôle. Les communautés juives, pendant les milliers d'années d'exil, n'ont souvent pas été, bien sûr, aussi impuissantes face au fanatisme et à l'oppression que l'enfant maltraité face à la persécution de ses parents. On peut considérer que, dans certains cas, les conduites destinées à se concilier l'environnement, à se corriger (se transformer) d'une manière adéquate par rapport aux accusations reçues, ont été des adaptations pragmatiques efficaces et non pas simplement une adhésion illusoire à ces accusations. Néanmoins, l'usure provoquée par cette confrontation continue avec le fanatisme et la persécution, même sous des formes plus subtiles et moins dangereuses physiquement, avec son pouvoir de pervertir l'image de soi et de provoquer des auto-accusations, a sûrement joué un rôle dans la structuration de la réponse juive à l'en-



vironnement hostile. Ainsi, si on prend l'exemple de cette accommodation la plus radicale au fanatisme et à la maltraitance occidentale que fût la conversion au christianisme d'une certaine partie de la communauté dans l'Europe médiévale pour éviter le martyr, ou bien pour d'autres au dix-neuvième siècle pour se procurer les avantages tirés du baptême, on peut la considérer comme une conduite simplement pragmatique et souvent efficace d'ailleurs (même si parfois ces personnes converties continuaient à être persécutées pour leurs manières supposées juives ou leur sang impur). Néanmoins, il y a tout lieu de penser que l'incitation à de telles conduites était souvent sous-tendue et rationalisée par cette intériorisation de préjugés anti-juifs issus de la société environnante ; et que, au-delà du caractère pragmatique de leurs attirances, ces personnes devaient ressentir qu'elles se débarrassaient de quelque chose de « mauvais » pour acquérir quelque chose de meilleur. Les exemples courants de Juifs convertis devenant par la suite des pourvoyeurs de haine anti-juive : du Juif français Nicolas Donin au treizième siècle, en passant par le Juif de Nuremberg Josef Pfefferkorn au seizième siècle, jusqu'à Marx au siècle dernier, ne sont que des cas particulièrement extrêmes et répugnants au sein de ce phénomène beaucoup plus général.

De la même façon, les démarches effectuées par beaucoup de Juifs en Europe pour profiter des opportunités offertes par le siècle des Lumières et les changements politiques qui l'ont accompagné, pour quitter le ghetto, se plonger dans un nouvel apprentissage sécularisé et franchir les portes entrouvertes par le reste de la société, étaient, sans aucun doute, sous-tendues en grande partie par le côté intellectuel du nouvel apprentissage et le désir de faire partie d'un monde élargi. Mais de telles conduites étaient aussi souvent renforcées et marquées par l'intériorisation des préjugés anti-juifs de la majorité ; il n'était pas simplement question d'étendre son champ intellectuel et social, d'ajouter quelque chose à son bagage culturel et religieux, mais plutôt d'échanger un héritage défectueux, souillé, pour quelque chose de plus complet et de plus sain. Cette gêne spécifique, si souvent observée chez les Juifs intégrés d'Europe occidentale et des Etats-unis, dans leurs rapports avec les immigrants venus de l'Est après eux, à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle, est un indice symptomatique de cette intériorisation de l'hostilité anti-juive provenant de l'ensemble de la société.

Que les Juifs, acquérant une position politique dans les sociétés modernes occidentales, deviennent les avocats d'une séparation radicale entre les juridictions politiques et religieuses et d'une laïcisation encore plus importante de la vie civile, est à peine surprenant et relève, assurément, d'un désir d'intégration, si l'on se réfère à l'histoire des persécutions anti-juives de source religieuse. Cependant ce plaidoyer juif pour une laïcisation élargie de la société a, pour beaucoup, reflété aussi le désir de s'écarter de leurs racines religieuses et communautaires considérées

comme altérées. Ces courants anti-juifs au sein de cette orientation politique et sociale prise par des Juifs peuvent se retrouver dans ce phénomène souvent observé chez les Juifs laïcs qui est d'être bien mieux disposés à l'égard de la pratique des autres religions qu'à l'égard de la leur.

Le large attrait des Juifs pour les mouvements politiques modernes liés à l'évolution culturelle occidentale de plus en plus laïque peut se comprendre, par bien des côtés, comme une conduite à visée adaptative et pragmatique. Que des Juifs au dix-neuvième siècle aient été attirés de façon disproportionnée par le nouveau concept libéral de l'Etat-nation, par le nationalisme libéral européen et joué un rôle très important dans l'unification de l'Allemagne et de l'Italie, par exemple, avait du sens à ce moment-là. Il s'agissait en grande partie d'une adhésion pragmatique à des mouvements qui militaient pour la suppression du rôle politique de l'Eglise et l'arrêt des prérogatives politiques spéciales détenues par les organisations sociales traditionnelles : ces deux institutions ayant été porteuses de persécution et d'exclusion des Juifs, il fallait les remplacer par un système qui promettait la citoyenneté et l'égalité devant la loi pour tous. D'autres Juifs, mal à l'aise avec tous les nationalismes, voyaient en chacun d'eux des traces d'anciens courants politiques fermés et antisémites ; sentant que leurs peurs se confirmaient avec la direction que prenait l'histoire de l'Europe à la fin du dix-neuvième siècle et au cours du vingtième, ils adhéraient, de façon encore disproportionnée par rapport à leur représentation dans la population, à des mouvements internationalistes. On pourrait bien aussi considérer ceci, d'une certaine façon, comme une réponse pragmatique aux leçons de l'Histoire. L'attrait démesuré des Juifs pour les restructurations radicales promises par le socialisme et le communisme – l'adhésion à un égalitarisme absolu qui mettrait fin aux traditionnelles classes économiques – pourrait être aussi, en grande partie, envisagé comme le reflet d'une lutte contre ce qui avait été traditionnellement des structures de persécution et d'exclusion, lutte dans laquelle on peut également reconnaître la fonction d'adaptation.

### **L'intériorisation du préjugé anti-juif**

Au-delà du côté pragmatique de ces divers enthousiasmes et de l'appel séduisant de cette plongée dans un monde politique d'une envergure et d'un potentiel tellement plus importants que ce à quoi ils avaient eu accès auparavant, il y avait aussi, pour une grande partie de ces Juifs, l'influence plus obscure des préjugés anti-juifs intériorisés. On peut le voir de façon particulièrement frappante chez ceux qui défendaient la cause du nationalisme avec une ferveur spéciale pour offrir à leur identité juive une alternative plutôt qu'un complément et qui, de plus, l'investissaient intensément pour prouver à leurs compatriotes qu'ils étaient davantage des citoyens de l'Etat plutôt que des Juifs. On peut le voir aussi chez les internationalistes

qui avaient sympathisé avec d'autres groupes préservant leur identité culturelle et religieuse même lorsqu'ils devenaient citoyens du monde, mais qui, de façon agressive, cherchaient à se débarrasser de leur propre identité culturelle et religieuse, sentant que la leur était souillée alors que celle des autres ne l'était pas. On peut également remarquer ce phénomène chez les socialistes et les communistes qui, de la même façon, cherchaient à rejeter avec agressivité leur identité juive et réservaient à leurs coreligionnaires une animosité spéciale, variation de l'antisémitisme grossier de Marx, leur reprochant d'être soi-disant trop attachés au problème de l'argent et trop peu favorables à des réformes radicales.

Porter une opinion sur les autres Juifs et sur les institutions juives en utilisant des critères plus rigoureux que pour les autres, mettre le mode de vie juif sur le banc des accusés d'un tribunal fantôme, découvrir une faute chez ses semblables là où il n'y en avait pas ou n'aurait même pas été trouvée dans des circonstances identiques chez d'autres, montrer une particulière intolérance et un dégoût pour ce qui touche aux questions juives, sont des constantes qu'on retrouve dans les biographies de nombreux Juifs et dans les discours sociaux ou politiques prononcés par les Juifs. Ceux-ci peuvent aussi servir de tests parlants pour repérer cette disposition d'esprit qui cherche à calmer la colère et à obtenir les faveurs de la bête ; et ceci en usant du comportement déjà décrit, à savoir : intérioriser les préjugés antisémites, soutenir les accusations antisémites, se distancier de tout ce qui touche à la judéité et/ou se faire le défenseur d'une réforme du monde juif.

Est-ce que ces sortes de préjugés, anti-juifs présents chez certains Juifs reflètent toujours cette disposition d'esprit ? On peut assurément imaginer qu'une personne se détache de ses racines juives à cause de problèmes familiaux particuliers vécus lors de sa maturation et associés à la judéité de ses parents. Cette personne pourra par la suite avoir une attitude beaucoup plus sévère à l'égard des questions juives qu'elle n'aura pour d'autres groupes religieux ou ethniques et leurs aspects culturels ; ce qu'on expliquera plutôt par ce lien ancien, déjà évoqué, avec de vieux conflits personnels que par l'adoption de l'hostilité anti-juive de la majorité de la société. Il n'est pas rare de voir, par exemple, des Catholiques qui, à cause de conflits vécus dans leurs propres foyers pendant leur enfance ou bien liés à leurs expériences dans des écoles privées catholiques, manifestent une hostilité vis-à-vis de ce qui touche au catholicisme qui ne s'étend pas aux institutions ou aux croyances d'autres religions. Mais lorsque des conflits personnels issus d'expériences précoces avec les parents se transforment en une sorte de ressentiment dirigé sur une cible élargie associée au foyer familial et aux parents, comprendre le choix d'une telle cible et de ses prétendues fautes, implique que cette cible soit le reflet des mises en accusations lancées dans le reste de la société. Ceux qui, par exemple, entretiennent des reproches contre leur propre famille et préfèrent pen-

*Approches psychologiques*

ser que ce qu'ils n'ont pas apprécié dans leur enfance provient de leur éducation « petite-bourgeoise » structurent leur intelligence du monde autour des accusations caricaturales de la classe moyenne et de la bourgeoise si populaires dans certaines parties de notre société. De la même façon, ceux qui entretiennent une hostilité particulière envers tout ce qui est lié à la judéité, à cause de reproches personnels concernant leur enfance, incorporent invariablement des éléments de l'hostilité de la société environnante envers la judéité, il y a dans leurs reproches quelque chose d'une caricature du « Juif » par la société. L'état d'esprit est encore le même : tout irait bien si le problème « Juif » était résolu ; il s'agit bien d'une incorporation par les Juifs des accusations anti-juives portées par la société élargie.

Cette incorporation d'accusations anti-juives ne se voit pas seulement chez des Juifs qui se sont éloignés mais aussi chez des personnes qui respectent leur identité juive et leurs liens avec la communauté juive et même chez ceux qui se consacrent au développement du bien-être de leur communauté. Chez ces personnes, on retrouve souvent, aussi, cette prédisposition à condamner leurs semblables pour des prétendus défauts, d'une façon qui contraste nettement avec leurs jugements habituels sur autrui et qui est souvent surprenante par son iniquité manifeste, sa fonction d'écho aux déclarations anti-juives issues d'éléments hostiles du monde extérieur et son absence évidente de tout raisonnement avisé. Cette façon d'agir ainsi reflète encore leur envie de croire que les faux-pas effectués par les Juifs sont à l'origine de leurs difficultés avec la société environnante et que leur bonne conduite améliorera obligatoirement ces difficultés.

Que cet espoir de calmer et de rallier les auteurs de la maltraitance en adhérant à leurs accusations ne soit qu'une illusion, se reflète bien dans le caractère manifestement contradictoire de ces accusations lancées contre les Juifs par leurs agresseurs, entraînant de ce fait des opinions également contradictoires sur ce qui devrait être correctement remis en place pour juguler cette hostilité du monde. La haine du Juif n'a profondément rien à faire des caractéristiques des Juifs, si ce n'est qu'elles représentent à elles seules l'« Autre ». Cela a beaucoup plus à voir avec la psychopathologie de ces porteurs de haine et avec les forces politiques qui convergent vers cette pathologie. La plus importante de ces forces, on la retrouve à l'œuvre dans cet expédient politique habituel qui consiste à fournir à la population un bouc émissaire, puis à canaliser et à exploiter les plaintes personnelles des électeurs, plus spécialement dans les périodes de grand stress social : il s'agira donc d'identifier un Autre comme l'ennemi et, pour accroître son propre pouvoir politique, il suffira de mener une campagne contre cet Autre. Les Juifs ont été accusés par ces fomenteurs de haine, durant ces deux derniers siècles, de « délits » totalement contradictoires ; dans la mesure où ces prétendus délits sont en grande partie en dehors de la question, ce n'est que leur Altérité qui seule compte. Ainsi, ils ont

été désignés pour être des objets de persécution aussi bien en raison de leur attitude excessive pour le communisme athée et les autres mouvements révolutionnaires que pour être trop religieux ; aussi bien à cause de leur attachement trop rigide à la foi de leurs ancêtres et leur désintérêt pour l'humanisme moderne, aussi bien pour trop s'isoler (se ghettoïser), trop rester entre eux, que pour trop essayer de pénétrer dans la société élargie, de prétendre être ce qu'ils ne sont pas ; aussi bien pour être trop conservateurs que pour être trop libéraux ; aussi bien pour trop réussir que pour être trop pauvres et représenter alors un fardeau pour le reste de la société ; aussi bien parce que leur réussite est plutôt due à leur entraide qu'à leur propre mérite que parce qu'ils réussissent trop bien selon leur mérite et qu'ils insistent trop sur la méritocratie ; aussi bien pour ne pas être assez loyaux que pour l'être à tel point que cela doit cacher quelque arrière-pensée morbide ; etc. etc.

### L'hybris de la gauche israélienne

On peut aussi retrouver cette intériorisation des mensonges élaborés par les persécuteurs de Juifs à l'œuvre dans les premières querelles entre sionistes et antisionistes. Au début du siècle, les dirigeants juifs qui étaient anti-sionistes s'opposaient souvent à la création d'un Foyer national juif comme refuge pour les communautés persécutées par peur qu'une telle démarche ne porte préjudice au statut civil des Juifs récemment acquis dans les pays occidentaux et ne soulève la question de la loyauté juive, comme si le déni d'un refuge sûr pour ses semblables parerait efficacement à de telles accusations et satisferait les agresseurs. De plus, ces Juifs ont-ils reproché à un autre groupe ethnique leur loyauté à leur patrie d'origine comme ils l'ont fait pour leurs coreligionnaires ?

Les premiers sionistes n'étaient pas plus immunisés contre les préjugés anti-juifs. Il y avait évidemment, comme il y en a toujours, de nombreux arguments pour soutenir l'idée qu'un refuge et un Foyer national juif pourraient être la réponse la plus efficace à la vulnérabilité juive et qu'une vie civile plus normale dans un Etat où ils ne seraient pas en minorité pourrait les aider à s'attaquer à un certain nombre de menaces physiques et spirituelles les visant. Mais précisément, alors même que des écrivains sionistes ripostaient vigoureusement aux accusations antisémites en les traitant de mensonges, qu'ils insistaient sur la noblesse innée du peuple juif et affirmaient qu'une nation restaurée permettrait aux Juifs de montrer une fois encore cette noblesse, on pouvait noter dans leurs observations bon nombre d'éléments témoignant des effets de deux mille ans d'exil et de persécution : reflet de cette imbibition par les mensonges anti-juifs.

Max Nordau, par exemple, un ardent et clair défenseur des Juifs et de l'entreprise sioniste, décrivait en 1902 les Juifs en exil comme « des prolétariens physiquement dégénérés... des colporteurs citadins... »<sup>1</sup>. On caractérise les Juifs de diverses façons : trop cosmopolites, trop intéressés par le commerce, trop déracinés, trop isolés, trop religieux. Que signifie ce « trop » si ce n'est l'écho d'un cliché anti-juif ? Ou bien encore référons-nous aux discussions concernant le travail de la terre considéré comme un élément réparateur, générant un Nouveau Juif qui s'affranchirait de tout ce qui avait déformé sa vie dans la diaspora. Le concept de rédemption par le travail de la terre a des racines à la fois juives, particulièrement bibliques, et européennes, particulièrement romantiques, mais la façon dont il est présenté dans les premiers écrits sionistes reflète aussi cette intériorisation de mensonges antisémites : la concentration de Juifs dans des tâches sans rapport avec la terre est un signe de dégénérescence et de morbidité. L'adoption par les Juifs de cette thèse sectaire et répugnante ignore aussi le fait qu'en Europe de l'Est, dans les endroits où vivait l'écrasante majorité des Juifs, une grande partie d'entre eux survivait grâce à l'agriculture.

La définition par les sionistes de leur Nouveau Juif en fonction des litanies antisémites (ce qui n'allait pas avec le Juif Ancien) a eu de terribles conséquences qui n'ont pas cessé avec le succès du Yishuv et la création de l'Etat d'Israël. Elle a engendré tout ce mépris de beaucoup d'Israéliens pour les Juifs de la diaspora pendant les premières décennies d'existence de la nation ; ce mépris, aussi, pour les Juifs religieux, ceux de l'étranger et ceux qui vivaient parmi eux. Et encore plus significatif : attribuer aux Juifs de la diaspora les « défauts » élaborés pour eux par leurs accusateurs et persécuteurs, a engendré un syllogisme démoralisant et potentiellement destructeur : le Nouveau Juif, vivant dans son propre pays, s'il se libère de tout le bagage déformant de l'exil et s'il devient « normal », sera, selon la promesse sioniste, pleinement reconnu comme un citoyen à part entière dans le concert des nations. Qu'est-ce que cela a donc significé, quand cette acceptation ne s'est pas réalisée, quand Israël est devenu le Juif des nations ? Pour beaucoup d'Israéliens, la réponse a procédé cette fois encore de l'intériorisation des accusations portées par les persécuteurs remplis de haine. Elle a consisté à voir que c'était leur faute et à chercher ce qu'ils devaient transformer en eux pour être acceptés par les accusateurs. Et cette réponse semble avoir prédominé dans les groupes appartenant principalement à la gauche politique qui avaient le plus insisté, quant à leurs images de soi, sur la rupture avec leur passé juif et qui avaient été les plus enclins à regarder le Juif de la diaspora à travers les lentilles des caricatures antisémites.

Le mimétisme des litanies anti-israéliennes provenant des nations ennemies que les Israéliens pratiquent est devenu un thème important non seulement dans

les cercles politiques mais aussi, de manière même plus dramatique, chez les écrivains, les artistes et les universitaires<sup>2</sup>. Comme l'a fait remarquer le nouvelliste israélien Aharon Megged : « Nous avons été témoins d'un phénomène qui probablement n'a pas son pareil dans l'histoire : une identification émotionnelle et morale de la majorité de l'intelligentsia israélienne à tous ceux qui s'engageaient ouvertement à nous anéantir »<sup>3</sup>. Megged et d'autres observateurs ont également commenté, d'une part l'ardeur des Israéliens issus des milieux artistiques et universitaires à s'adresser à des collègues et à des auditoires résidant au-delà des limites étroites de leur pays, et d'autre part leur apparente bonne volonté d'adopter les attitudes courantes anti-sionistes et anti-juives, comme une sorte de passeport pour être plus largement acceptés.

Selon les Israéliens qui partagent cette façon de penser, si Israël, après cinquante ans d'existence, n'est pas accepté par ses voisins et est, à certains égards, chargé d'opprobre par le monde en général, ce pays doit alors en assumer la responsabilité et se réformer. Peu importe que les Arabes considèrent Israël comme une nation illégitime qui n'a pas le droit d'exister et que, s'appuyant sur leur tradition séculaire d'antisémitisme, ils tiennent les Juifs pour être le peuple le moins digne d'exister comme nation. Peu importe que, prisonnier, depuis cinquante ans, et de l'amertume des empires perdus et des rêves de renouveau impérial du nationalisme pan-arabe comme du fondamentalisme islamique, la majorité du monde arabe ne reconnaisse aucune légitimité aux revendications politiques de quelque groupe minoritaire que ce soit dans la région : les Chrétiens en Egypte, les Noirs au Soudan, les Musulmans non-arabes comme les Kurdes en Syrie et en Irak. Non et non, l'hostilité contre les Juifs c'est obligatoirement la faute des Juifs et elle ne peut cesser que par l'amendement des Juifs. Peu importe que le ralliement du monde entier au martèlement contre Israël ait été, tout comme la guerre diplomatique britannique contre les Juifs de 1936 à 1948, stimulé par la puissance politique du pétrole arabe et l'importance stratégique des Arabes. Peu importent les mensonges au cœur des accusations contre Israël. Peu importe la qualité des attaques lancées contre Israël par un tribunal fantôme, et dont le contenu, du prétendu racisme, jusqu'à la censure, l'esprit belliciste et le militarisme, était bien plus caractéristique des accusateurs eux-mêmes, y compris ceux qui appartiennent aux démocraties occidentales, que de l'Etat Juif. Pour beaucoup d'Israéliens la réponse a été d'accepter l'étoile jaune de l'opprobre qui leur revenait et de chercher à « se réformer » pour apaiser leurs accusateurs.

Lié à tout ce qui vient d'être décrit, comme ce l'est aussi à la prise de responsabilité de l'enfant face aux mauvais traitements reçus, se manifeste l'hybris ou autrement dit le narcissisme de la réforme : si nous nous réformons, nous disent certains Israéliens, non seulement les Arabes surmonteront leur antipathie nationaliste

et religieuse pour les Juifs et pour Israël, mais d'autres transformations suivront également. Une corruption rampante et une croissance démographique astronomique dans les pays arabes ont démontré qu'une aide économique, y compris les investissements énormes des Etats-Unis et d'autres puissances occidentales visant à sortir les masses arabes de la pauvreté et de là à modérer les extrémismes, n'avait servi à rien. Mais, nous a-t-on dit, des engagements de coopération économique pris par le tout petit Israël avec ses voisins arabes transformeront la région en un centre de prospérité partagée, au bénéfice de tous. Le radicalisme religieux et nationaliste a depuis cinquante ans capté l'imagination des masses arabes malgré tous les efforts de l'ancienne Union Soviétique et de l'Ouest pour amener les Arabes à partager leurs points de vue respectifs. Peu importe : les concessions des Israéliens en faveur de la paix chercheront effectivement à amener les Arabes vers plus de modération et de libéralisme politique. Les régimes autoritaires ont dominé chaque pays arabe depuis leur indépendance et ont forcé au silence, à l'exil, ou à une mort prématurée, les quelques personnalités libérales au sein des sociétés arabes. Mais nous sommes convaincus qu'Israël, en se réformant et en offrant une paix généreuse, marquera le début d'une ère nouvelle de démocratie libérale dans la région.

L'importance dans la vie publique israélienne de telles tendances à ignorer le poids des forces s'opposant d'une part à la libéralisation politique, sociale et économique à l'intérieur du monde arabe, et d'autre part à l'acceptation authentique d'Israël par les Arabes, se reflète, par exemple, dans les représentations utopiques d'un monde arabo-israélien radicalement différent dépeintes par Shimon Peres dans *Le Nouveau Moyen Orient*<sup>4</sup>. Peres soutient que l'histoire s'achemine inexorablement vers cette transformation du monde arabo-israélien et que les Israéliens, pour en faire partie, n'ont seulement qu'à faire abstraction de l'hostilité arabe et à être assez larges dans leurs concessions pour la paix.

La prédominance de ce point de vue chez les Israéliens s'est le plus dramatiquement manifestée pendant les années qui ont suivi le début des accords d'Oslo. Sans aucun doute, des arguments sérieux et sensés peuvent être réunis sur tous les aspects des questions suivantes : comment concilier les concessions territoriales et les intérêts d'Israël ; quelle portion de terre céder aux Arabes sans saper la capacité d'Israël à se défendre. Mais ce qui s'est avéré particulièrement frappant dans les exposés rationnels présentés par les défenseurs du processus d'Oslo, des concessions à l'OLP et de celles qui furent offertes à la Syrie à cette époque, c'est l'infime part réservée à une analyse sérieuse des issues stratégiques en jeu. A la place, ce qu'on a entendu n'a été, venant des Israéliens, que la répétition très répandue chez eux des accusations anti-juives et anti-israéliennes ainsi que des affirmations utopiques sur toutes les bonnes choses qui découleraient du

changement israélien. Où était donc la prise en considération soigneuse des conséquences éventuelles des accords, comme l'utilisation possible par les Palestiniens du terrorisme en tant qu'instrument d'Etat après les concessions territoriales faites à l'OLP et la nature des réponses israéliennes ? Où a-t-on discuté des problèmes logistiques posés par le contrôle de frontières très étendues et, ce faisant, que deviennent les engagements unilatéraux de préemption et de réponse par la force ? Où a-t-on discuté des conséquences stratégiques de la perte par Israël de ses possibilités de réunir des renseignements dans les territoires, de la signification stratégique d'une diminution importante de la liberté de se déplacer après les concessions territoriales, et enfin de la menace stratégique posée par l'augmentation du risque de terrorisme et d'autres types d'attaques sur les centres habités d'Israël ? Où a-t-on tenu compte de la signification stratégique de la perte des positions élevées dans les territoires, comme des hauteurs du Golan, et de l'augmentation des menaces sur l'approvisionnement d'Israël en eau ? Où étaient donc les réponses prudentes des défenseurs d'Oslo indiquant comment relever ces défis stratégiques ? On nous a fait remarquer que de telles analyses étaient inutiles dans une période de paix imminente et de bonne volonté et puis qu'Israël ferait des concessions, se réformerait, aborderait les plaintes arabes et que la paix s'ensuivrait.

Ignorées ou minimisées, en réalité censurées à cette époque par les médias sous contrôle gouvernemental (il s'agissait alors dans les années 1990 d'un gouvernement travailliste), le furent, par exemple, les pressions répétées de Yasser Arafat sur ses partisans à s'engager dans le Jihad, son éloge des attentats suicidaires et autres meurtres de civils juifs, les promesses formelles à ses partisans que les accords avec Israël seraient rompus lorsque les temps seraient mûrs pour la conquête, l'insistance à rappeler qu'il poursuivait toujours le plan en deux étapes de l'OLP consistant à prendre tout ce qui pouvait l'être par la négociation et ensuite à utiliser cela comme base territoriale pour poursuivre l'anéantissement d'Israël. Ignoré aussi le large consensus du monde arabe pour détruire Israël. Ignorée enfin la continuation de la condamnation à mort par l'Autorité Palestinienne des Arabes palestiniens considérés comme des « collaborateurs » avec Israël.

L'auto-accusation et les illusions qui l'accompagnent sur les merveilles qui découleront de la pénitence et du changement n'exigent pas seulement une distorsion et une dénégation des réalités du présent, mais aussi l'ignorance ou la distorsion du passé avec la création du mythe d'un péché originel juif destiné à définir et à appuyer cette auto-accusation. Il y a plusieurs fils dans ce mythe. L'un implique les conséquences de la création même d'Israël. Une forme extrême de l'accusation, qui a néanmoins le soutien d'un certain nombre de partisans, est la suivante : les Juifs ont colonisé une terre arabe et l'exis-

tence d'Israël est elle-même un scandale<sup>5</sup>. Une forme moins extrême et plus populaire habituellement énoncée par le courant dominant des politiciens est celle-ci : les Juifs ont droit à leur Etat, mais il y a eu dans sa création une injustice inévitable faite à l'autre peuple qui occupe cette « même terre appartenant à deux peuples » ; le péché juif se situe dans cette reconnaissance insuffisante par Israël de cette revendication.

### **L'accusation de péché originel**

Comment ces assertions d'un péché originel s'accordent-elles avec l'adhésion des Juifs aux accusations anti-Juives ? Elles le peuvent du fait de la distorsion tendancieuse et anti-juive de l'histoire.

Les racines de l'Israël actuel, la légitimité internationale donnée à la reconstitution de l'Etat juif sur sa terre ancestrale, se trouvent dans les accords de paix qui ont suivi la première guerre mondiale et conduit au partage des territoires ayant appartenu aux empires vaincus. Un certain nombre d'Etats, outre le Foyer national juif mis sous mandat en Palestine, furent alors formés ou reconstitués, ainsi la Finlande, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Tchécoslovaquie et, au Moyen-Orient, des Etats arabes mis sous mandat en Irak et en Syrie. Les principes sur lesquels reposait l'établissement de ces Etats et la délimitation de leurs frontières furent ceux proposés par Woodrow Wilson. Le plus important fut la création de foyers nationaux pour les populations qui avaient été, par le passé, privées de leurs droits. Mais lorsqu'il fut largement admis que les groupes ethniques et religieux étaient très dispersés dans les anciens empires, un autre principe fut établi pour garantir les droits des minorités qui, inévitablement, viendraient habiter dans ces nouveaux Etats. Des considérations complémentaires qui influencèrent en fin de compte la répartition des territoires au moment de la naissance de ces nouveaux Etats inclurent des préoccupations concernant leur viabilité économique et leur capacité stratégique à se défendre.

Un exemple de l'application de ces différents facteurs nous est fourni par la reconstitution de la Pologne. En gros, on a estimé que les Polonais, qui avaient perdu leurs droits nationaux pendant deux cents ans, étaient un peuple qui méritait une patrie. Les territoires qui leur furent alloués comptaient un grand nombre de Russes, de Litvaniens, d'Allemands, et d'Ukrainiens (de même que de Juifs représentant environ dix pour cent de la population). En quelques endroits, ces groupes étaient majoritaires. Une bonne partie des populations allemande, lituanienne, russe et ukrainienne était contre la souveraineté polonaise et beaucoup d'entre elles, parfois rejointes par des forces venant d'Etats souverains avec lesquels elles avaient des liens ethniques, opposèrent une résistance armée. Néanmoins, le monde dans son ensemble montrait de la sympathie pour ces

Polonais qui avaient été privés de leurs droits et personne, en dehors du conflit, ne voyait de péché originel dans la création de l'Etat polonais sur une terre appartenant au moins à six peuples. De plus, personne ne pensait que l'hostilité vis-à-vis de la Pologne, entretenue par ses voisins ayant des liens ethniques avec certaines minorités en Pologne même, pouvait être moralement justifiée. De même, bien que tous les Etats créés après la Première guerre mondiale possédaient aussi des minorités ethniques, cette circonstance n'était pas considérée comme un péché originel. Si péché il y avait, c'était que ces minorités étaient maltraitées.

Les Juifs, en général, ne différeront pas des autres en soutenant le démantèlement des empires et l'accès à la souveraineté des populations l'ayant perdue, à condition toutefois que les droits des minorités soient garantis. Cependant on entend encore parler en Israël de péché originel, malgré le fait que, selon les principes qui avaient régi la création des nouveaux Etats après la Première guerre, la revendication juive d'une patrie en Palestine était, comme l'a reconnu la Ligue des Nations, aussi forte que celle de n'importe quel autre peuple pour posséder son Etat et malgré le fait que les droits de la minorité arabe en Israël aient été aussi bien protégés que ceux des minorités de n'importe quel autre Etat créé à la suite de la Première guerre, si ce n'est bien plus que dans la plupart.

Le sujet des droits des minorités est, en fait, un autre exemple du phénomène déjà évoqué (l'intériorisation par beaucoup d'Israéliens des accusations portées par les anti-juifs). Une manœuvre qui illustre bien le fonctionnement des tribunaux fantoches consiste à placer l'accusé sur une échelle de valeurs impossible à satisfaire. La manière dont Israël traite ses minorités peut très bien se comparer avec celle d'autres pays, y compris les démocraties occidentales, et elle le fait malgré des circonstances beaucoup plus difficiles et tendues qu'on ne retrouve pas ailleurs. Cependant, beaucoup d'Israéliens acceptent les arguments de ceux qui vont même jusqu'à se poser la question du droit du pays à exister en se référant à ses défaillances quant à bien répondre aux besoins de ses minorités. Ces mêmes Israéliens se poseraient-ils la même question du droit à exister d'un quelconque état occidental à cause de défaillances identiques ? Ou à propos d'un Etat arabe, même si les droits des minorités sont inexistantes dans le monde arabe ? Et, comme ce n'est pas le cas, cela ne suggère-il pas que ces Israéliens ont adhéré aux préjugés anti-juifs ?

Certains Juifs soutiendront que placer leurs semblables et particulièrement en Israël sur une échelle de valeurs élevée n'est que l'expression des valeurs morales et éthiques juives. Mais lorsque Israël n'arrive pas à satisfaire cette exigence, une exigence qui dépasse celle à laquelle les autres Etats sont tenus, cela devient une raison pour soumettre ce pays à une calomnie qui est évitée aux

autres et même pour lui dénier le droit d'exister ; cet exercice pour sauver l'âme d'Israël est moins l'expression de la moralité juive que de l'hypocrisie et du fanatisme anti-juif, un exercice qui rappelle au plus haut point les autodafés de l'Inquisition, où les Juifs furent brûlés, leurs corps sacrifiés, pour purifier leurs âmes.

Ces Israéliens qui remettent en question le droit même d'exister pour Israël à partir de ses prétendues transgressions avec les minorités ou autres défaillances morales ne sont pas simplement quelques marginaux. Le cas d'Asa Kasher est démonstratif. Kasher, professeur de philosophie à l'Université de Tel-Aviv, titulaire d'une chaire d'Éthique professionnelle, a ainsi déclaré : « Je suis très près de penser que du point de vue des valeurs et que d'un point de vue social, cet Etat est une cause perdue. Le meilleur signe de normalisation que je puisse imaginer c'est l'émigration d'Israël »<sup>6</sup>. La répétition de tels propos ne l'a pas disqualifié, quoi qu'il en soit, puisqu'il a été appelé par le gouvernement israélien au début des années 1990 pour jouer un rôle central dans la reformulation du code d'éthique des Forces de Défense d'Israël. Comme on pouvait s'y attendre, ce document essentiel exposant donc le nouveau code d'éthique, « L'Esprit de Tsahal, Valeurs et Principes généraux », lorsqu'il définit ce qu'est la vraie loyauté du soldat, ne mentionne ni le sionisme, ni l'Etat juif ou l'Etat des Juifs, ni la Terre d'Israël<sup>7</sup>.

Une variante du thème du péché originel juif, particulièrement populaire en Israël, concerne le nationalisme arabo-palestinien. Encore une fois, on pourrait certes trouver de très bons arguments pour qu'Israël cède sa souveraineté sur certains centres habités par des Arabes, mais on n'en entend que très peu évoqués par les partisans des concessions dans les débats d'actualité ; on entend beaucoup plus parler de la nécessité de reconnaître les droits de l'autre nation, au point même d'aller jusqu'à lui céder une certaine souveraineté sur Jérusalem (où les Juifs ont résidé en majorité absolue durant bien plus d'un siècle et en majorité relative pendant beaucoup plus longtemps). La reconnaissance des Arabes palestiniens non pas simplement comme un peuple séparé qui devrait peut-être suivre une route différente mais comme un peuple possédant une nationalité distincte et qui aurait été privé de son patrimoine territorial national peut éventuellement alimenter la culpabilité juive mais va à l'encontre de la vérité historique. Pendant quelques dizaines d'années après la Première guerre mondiale, l'accusation la plus courante portée par les Arabes – dirigeants politiques et intellectuels – contre les sionistes était que ceux-ci essayaient de morceler la patrie commune des Arabes et de créer cette entité artificielle de la Palestine, et non pas de déposséder un peuple précis. Et ce point de vue s'est longtemps poursuivi. Arafat lui-même, par exemple, s'est souvent référé aux Jordaniens et aux Palestiniens comme s'ils formaient une seule nation et un seul

peuple. Et lorsqu'il soutint Saddam Hussein lors de sa conquête du Koweït en 1990, il déclara que toutes les frontières entre les nations arabes au Moyen Orient étaient artificielles et qu'il n'y avait carrément pas d'Irakiens, ou de Koweïtiens, ou de Palestiniens, ou de Syriens, ou de Jordaniens ou de Saoudiens ; ils étaient une seule nation partageant un immense patrimoine territorial. Il y a cependant des Israéliens qui insistent sur la formulation des questions concernant les compromis territoriaux : il s'agit de les envisager non pas simplement en termes de désengagement d'Israël d'une population environnante étrangère et hostile et comme une négociation de frontières viables entre Israël et le monde arabe, mais plutôt sur la base d'une obligation d'Israël à restaurer une nation pour un peuple qui a été dépossédé de son patrimoine national.

Ce dernier argument, évoquant une auto-flagellation, est encore plus curieux, étant donné que les Israéliens, et les Juifs en général, seraient sans aucun doute beaucoup moins bienveillants s'il était soulevé ailleurs. Supposons donc que des militants allemands de l'aile droite ayant des racines dans les provinces d'Allemagne de l'Est cédées à la Pologne, déclarent, suite à leur désir d'effectuer une nouvelle poussée allemande vers l'Est, qu'ils peuvent être des Allemands sur le plan ethnique, mais qu'ils sont aussi de nationalité poméranienne, ou silésienne, ou prussienne et qu'ils ont été dépossédés de leur patrimoine national par les Polonais. Supposons qu'ils activent leur revendication grâce au soutien des bruits de bottes d'une Allemagne renaissante. Il est peu probable que beaucoup de Juifs soutiennent leurs accusations contre la Pologne. Ou encore, supposons que les Russes ethniques vivant dans les Etats baltes récemment libérés déclarent, avec le soutien de la Russie, qu'ils sont non seulement russes mais également de nationalité disons « balte » et qu'ils ont été dépossédés de leur patrimoine national par les Etats baltes. Supposons qu'ils affirment, par exemple, que la Lettonie devrait être divisée entre eux et les Lettons et que Riga devrait être la capitale des deux nations. Il est improbable que beaucoup de Juifs témoignent de la sympathie pour leurs propositions, tout en reconnaissant et en critiquant les mesures draconiennes prises par les Etats baltes contre les minorités russes. Cependant de nombreux Israéliens adhèrent facilement aux arguments identiques des Arabes palestiniens comme s'ils étaient sacro-saints.

Les Israéliens souscrivent fréquemment aux accusations qui soutiennent qu'on s'est servi malhonnêtement des Arabes pour faire payer les crimes de l'Europe contre les Juifs. Mais la croyance au bien-fondé de la reconstitution de la vie nationale juive a déplacé ce qu'étaient la vulnérabilité et le statut de victime des Juifs sur le monde musulman aussi bien que chrétien. Et pour autant que de telles accusations se réfèrent spécialement à la création d'Israël dans la mouvance de l'Holocauste, il est encore intéressant de noter que le projet sioniste avait reçu une

approbation internationale trente ans auparavant et que l'ascension du nazisme, plutôt que d'accélérer la création d'un Etat Juif, l'a probablement retardé. Tant que la Société des Nations a fonctionné, elle a servi de force morale et institutionnelle exerçant une pression sur la Grande-Bretagne pour qu'elle remplisse ses obligations mandataires vis-à-vis des Juifs malgré ses réticences. Le développement du fascisme a condamné la Société des Nations et sa dissolution a permis à la Grande-Bretagne de renoncer à ses obligations antérieures, ce qu'elle fit rapidement. S'il existe un péché originel, il se trouve à coup sûr dans le projet anglais et arabe de ruiner le Mandat et de priver les Juifs du refuge qui leur avait été ouvert par la communauté mondiale trente ans plutôt, entraînant de ce fait la mort de millions d'entre eux. Mais pour certains en Israël, cette propension à endosser un sentiment de culpabilité, cette illusion de pouvoir redresser le monde en acceptant cette culpabilité et cette transformation de soi, s'avèrent plus fortes qu'une reconnaissance honnête du cours de l'histoire.

### Le révisionnisme historique

Un point d'intérêt majeur pour ceux qui essayent de mettre en évidence, d'un point de vue historique, les méfaits qui expliqueraient l'hostilité arabe, c'est la réévaluation des attitudes et des actions juives et arabes pendant la guerre d'Indépendance. Un certain nombre de révisions de l'histoire sont censées démontrer que l'intransigeance et la culpabilité israéliennes associées à l'attitude raisonnable et ouverte au compromis des arabes ont été révélées récemment, bien reçues par une large audience en Israël et très applaudies en Occident y compris dans les communautés juives.

Parmi les pourvoyeurs de ce genre de révisions les plus connus, on peut citer Benny Morris (*The Birth of the Arab Refugee Problem, 1947-1949*), Avi Shlaim (*Collusion Across the Jordan*), Simha Flapan (*The Birth of Israël : Myths and Realities*) et Ilan Pappé (*Britain and the Arab-Israeli Conflict*), ainsi que bien d'autres encore. Le dénominateur commun entre eux, outre le fait d'envisager Israël sous l'aspect du méchant, apparaît dans leur utilisation d'une méthodologie des plus défectueuses incluant un maniement tendancieux de matériaux historiques, des interprétations de preuves torturées, l'incapacité à aborder une contre-preuve provenant en particulier de sources arabes, ce qui sape la portée de leurs arguments, et enfin une tendance à donner aux sources ambiguës ou aux silences dans les documents historiques n'importe quel sens, pourvu qu'il fasse apparaître Israël sous un jour des plus négatifs<sup>8</sup>.

On retrouve dans ces travaux un argument central, plus particulièrement développé par Morris, qui est le suivant : l'armée juive a exécuté un plan sioniste, celui d'expulser par la force les Arabes des zones qui étaient sous son contrôle.

Les Juifs, prétend Morris, ont créé, de cette façon, le problème des réfugiés et semé les graines de l'hostilité arabe. Morris ignore non seulement une vaste quantité de documents juifs, arabes et de tiers qui vont à l'encontre de ce qu'il affirme, mais il est aussi obligé de déformer d'autres parties de l'histoire pour soutenir sa thèse.

Morris attache explicitement une importance politique à sa réécriture de l'histoire. Il parle de son espoir de voir les Israéliens mieux disposés à faire des concessions aux Arabes, s'ils se sentent coupables et responsables de la haine exercée contre eux. Une fois encore il y a, d'un côté, ce désir d'assumer une culpabilité et de croire à la capacité des juifs à mettre fin à l'hostilité des autres en se transformant et, de l'autre, cette difficulté à reconnaître une hostilité qu'en réalité Israël ne peut pas résoudre,

L'influence des historiens révisionnistes même sur la politique nationale d'Israël est attestée par des notes où Yossi Beilin, l'architecte en chef du processus d'Oslo, apparaît comme l'acolyte dévoué de Morris et de sa version de l'histoire et où les négociateurs d'Oslo sont priés instamment de lire Morris et de s'imprégner de ses soi-disant leçons<sup>9</sup>.

Les thèmes de la culpabilité israélienne se retrouvent aussi bien dans les commentaires concernant les hauteurs du Golan. Il pourrait y avoir, encore, de bonnes raisons stratégiques de compromis sur le Golan si celui-ci permettait d'assurer une paix plus large avec le monde arabe. Mais au lieu de discuter sur les chances d'une telle paix ou bien sur les risques stratégiques par rapport aux gains possibles d'un retrait du Golan, on entend affirmer que le Golan est un territoire vraiment syrien occupé par Israël. L'ancien Premier ministre S. Peres lui-même déclarait catégoriquement que « le Golan est une terre syrienne »<sup>10</sup>. Cependant des conventions internationales ont accepté comme principe général que les Etats perdent leurs droits sur un territoire d'où ils ont lancé une agression contre d'autres Etats. Effectivement, l'adoption par le monde de ce principe fut réaffirmée en 1990 lorsque les Alliés de la Deuxième guerre mondiale demandèrent, comme condition de leur accord à la réunification allemande, une renonciation de l'Allemagne à ses droits sur les territoires cédés à la Pologne comme conséquence de l'agression allemande de 1939. Les Juifs soutiennent d'une manière générale ce principe de relations internationales. Cependant beaucoup d'entre eux sont prêts à l'abandonner s'il s'agit du Golan, même si, en 1948, 1967 et 1973 et aussi lors d'actions moins importantes entre-temps, la Syrie a utilisé le Golan comme base de lancement d'attaques contre Israël.

Certains Juifs, dans leur ardeur à trouver la faute en eux-mêmes, semblent accepter la simple vertu des Arabes comme une preuve bien fondée de la culpabilité d'Israël. Mais tous les bourreaux, ceux d'enfants comme ceux des nations,

sont toujours satisfaits d'eux-mêmes et trouvent toujours des raisons de se disculper pour leurs actions. Les Nazis croyaient que leurs plaintes contre les démocraties occidentales, contre la Pologne, contre l'Union Soviétique, contre les Juifs, étaient légitimes. La tendance à justifier la haine subie à partir de la conviction qu'ont les oppresseurs d'être dans leur droit reflète, une fois encore, l'espoir désespéré qu'agir ainsi apaisera ceux qui vous haïssent.

Dans ce débat qui se déroule en vue de la paix, les tenants de la politique d'Oslo caractérisent souvent ceux qui s'interrogeaient sur cette politique comme des zélotes qui veulent renoncer à la paix et continuer la guerre pour l'amour de la terre, « sacrifiant la vie à la terre ». Mais si on considère les arguments réunis pour défendre Oslo, si on constate avec quel soin a été évitée une discussion sérieuse sur la sécurité, les menaces stratégiques et les espoirs réalistes, par égard pour des fantasmes de paix basés sur la transformation de soi, et si on envisage enfin tout ce qui s'est passé depuis septembre 2000, il se dégage de tout cela que bien des partisans de ces positions étaient prêts à sacrifier la vie à l'illusion.

Parmi les enfants maltraités, il y en a qui ont assez de chance pour faire l'expérience opposée qui les aidera à s'armer contre ce désir d'assumer la responsabilité de leur situation difficile. L'exemple le plus courant d'une telle contre expérience est celui d'une relation de l'enfant avec un adulte capable de lui apporter une nourriture plus cohérente, un grand-parent peut-être, qui lui transmettra le sentiment d'être apprécié et de mériter d'être mieux traité malgré la persécution parentale. Pour les peuples, une telle protection proviendra de tout ce qui leur permettra d'éprouver le sentiment de leur propre valeur et de reconnaître l'injustice de cette maltraitance dont ils ont été accablés quelle qu'elle ait pu être, chronique, importante, affreuse ou dangereuse. Pour les Juifs, cela doit venir de la conscience qu'ils ont de l'histoire juive et de leur appartenance à un peuple sensible à tout ce qui est élevé, humain et noble dans la foi juive, l'éducation juive, l'exemple juif et l'histoire juive. Il n'est pas surprenant que ceux qui se sentent obligés de s'éloigner de presque tout cela, de se considérer comme un Nouveau Juif dans l'espoir de se protéger des accusations anti-juives et de se concilier les persécuteurs, se privent ainsi d'un point d'ancrage et se rendent particulièrement vulnérables au doute de soi et à l'auto-accusation quand ils sont encore, malgré leurs changements, la cible de la haine.

Quant aux enfants qui n'ont pas la chance de nouer une relation salvatrice et qui sont voués à leur stratégie de renouvellement personnel pour tenter d'apaiser leurs persécuteurs, ce chemin les mène trop souvent à des vies d'auto-dévalorisation, de frustration et de détresse surajoutée. Il reste à voir si les Juifs d'aujourd'hui, et plus particulièrement Israël, peuvent survivre à ces cicatrices qu'en tant que victimes de persécutions ils se sont imposées.

## notes

1. Max Nordau, « Zionism » dans *The Zionist Idea : A Historical Analysis and Reader*, ed. Arthur Herzberg. Harper and Row, New York, 1966, pp. 242-245.
2. Pour une revue des attaques anti-juives et anti-israéliennes par des Israéliens qui font écho aux mensonges antisémites, voir Edward Alexander (ed.), *With Friends Like These : The Jewish Critics of Israël* (SPI Books, New York, 1993) ; spécialement, Edward Alexander, « Antisemitism, Israeli Style », pp. 23-48.
3. Aharon Megged, « The Israeli suicide drive » *The Jerusalem Post*, 17 juin 1994.
4. Shimon Peres, *The New Middle East*, Henry Holt and Co., New York, 1993.
5. L'ensemble des accusations contre l'entreprise sioniste, avec, de façon typique, une façade de connaissances érudites impliquant une lecture torturée, pleine de préjugés, très personnelle de l'histoire, est peut-être le mieux illustré par le travail de Benjamin Beit-Hallami (*Original sins : Reflections on the History of Zionism and Israël*, Olive Branch Press, New York, 1993). Beit-Hallami est professeur de psychologie au Technion, ce qui lui donne un certain crédit comme historien.
6. Al Hamishmar, 17 avril 1992.
7. Voir Meira Dolev, « The Unkosher Document of Asa Kasher », *Nekuda*, février 1995. Aussi, Erich Isaac, « The Left Targets the Israeli Army : The Case of the New Army Ethical Code », *Outpost*, avril 1995.
8. Les critiques du travail des historiens révisionnistes peuvent se trouver dans : Marie Syrkin, Review of *The Birth of Israël : Myths and Realities* by Simha Flapan, *The New Republic*, 7 décembre 1987, pp. 32-37. Shabtai Teveth, « Charging Israël with Original Sin », *Commentary*, septembre 1989, pp. 24-33, « The Palestine Arab Refugee Problem and its Origins » *Middle Eastern Studies*, Vol. 26, avril 1990, pp. 214-249, et *Ben Gurion and the Holocaust*, Harcourt Brace, New York, 1996 ; Robert B. Satloff, *Review of Israël's Border War, 1949-1956* by Benny Morris, *Middle Eastern Studies*, Vol. 31, octobre 1995, pp. 953-957 ; Efraim Karsh, *Fabricating Israeli History : « The New Historians »*, Frank Cass, London, 1997.
9. Ethan Bronner, « Rewriting Zionism », *The Boston Globe Magazine*, 27 novembre 1994.
10. *Yediot Ahronot*, 28 mai 1995.

